

Brochure n° 3121

**Convention collective nationale**

IDCC : 1536. – **DISTRIBUTEURS CONSEILS HORS DOMICILE**  
**(Bières, eaux minérales et de table, boissons gazeuses**  
**ou non gazeuses, boissons aux jus de fruits, sirops,**  
**jus de fruits, boissons lactées et gaz carbonique)**

---

AVENANT N° 2015-1 DU 26 MARS 2015

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS

AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2015

NOR : ASET1550912M

IDCC : 1536

---

Entre :

La FNB,

D'une part, et

La CSFV CFTC ;

La FGA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Conformément à l'article L. 2241-2-1 du code du travail, les parties se sont réunies ce jour pour négocier les salaires ; la dernière grille issue de la recommandation patronale, ayant force obligatoire applicable depuis le 1<sup>er</sup> avril 2014, ayant été rattrapée par l'augmentation du Smic au 1<sup>er</sup> janvier 2015 sur l'échelon 1 du niveau I, un nouveau barème des salaires minima conventionnels est établi comme suit (cf. annexe), étant précisé qu'aucun salaire ne peut être inférieur au Smic.

Il est applicable rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

**Article 2**

La fixation des minima conventionnels prévus par le présent avenant ne fait pas obstacle à l'obligation annuelle de négociation des salaires effectifs dans les entreprises, en application de l'article L. 2242-8 du code du travail.

**Article 3**

Les parties signataires rappellent les dispositions de l'article L. 3221-2 du code du travail, qui précise que « tout employeur assure, pour un même travail ou un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes », et indiquent qu'il appartient aux entreprises de

la branche de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes à emplois de valeur égale sans raisons objectives pouvant les justifier.

Pour ce faire, les parties signataires rappellent que la négociation collective d'entreprise (pour les entreprises soumises à cette obligation) en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes fait l'objet de plusieurs dispositions légales codifiées aux articles L. 2242-5, L. 2242-5-1 et L. 2242-6 du code du travail.

#### **Article 4**

A l'issue du délai d'opposition en vigueur et conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent avenant sera déposé, d'une part, auprès de la direction des relations du travail en deux exemplaires – un exemplaire original signé des parties et un exemplaire sur support électronique – et, d'autre part, auprès du secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

#### **Article 5**

Les parties signataires conviennent d'effectuer, à l'initiative de la partie la plus diligente, les formalités prévues aux articles L. 2261-15 et suivants du code du travail relatives à la demande d'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 26 mars 2015.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### Salaires minima à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	MONTANT
I	1	1 462
	2	1 475
	3	1 503
II	1	1 507
	2	1 539
	3	1 582
III	1	1 589
	CQP	1 600
	2	1 624
	3	1 667
	CQP	1 693
IV	1	1 698
	2	1 765
	3	1 869
	CQP	1 925
V	1	2 107
	2	2 357
	3	2 544
VI	1	3 008
	2	3 227
	3	3 641